

Un gisement de 20 000 places pour les migrants

Adoma a recensé les logements vacants dans des immeubles appartenant à l'Etat

Elysée, Matignon, Beauvais... La mobilisation s'organise au sommet de l'Etat depuis l'annonce par le président de la République, le 7 septembre, de l'accueil de 30 000 migrants d'ici deux ans – soit 24 000 migrants en plus des engagements antérieurs.

Alors que les propositions d'hébergement et de logement arrivent par unité ou par dizaines, *Le Monde* a pris connaissance d'une proposition globale incluant 20 000 places de logement vacantes utilisables sous six mois. Adoma, ex-Sonacota, qui gère 12 000 places d'accueil des demandeurs d'asile, a, à la demande de l'Etat, recensé les ressources disponibles et découvert ce gisement dans des immeubles lui appartenant.

Selon le document, l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AOPA) dispose de 7 500 places inoccupées, le ministère de la défense de 8 000 places (ou sa maison mère, la Société nationale immobilière, SNI) de 5 000 places. « Moyennant des travaux que nous évaluons entre 20 millions et 40 millions d'euros, nous pouvons disposer rapidement de cette nouvelle capacité d'accueil », confirme Jean-Paul Clément, le directeur général d'Adoma, qui a mobilisé une équipe de dix personnes sur ce chantier. « Cela coûte moins cher que des nuits d'hôtel, pour lesquelles l'Etat débourse chaque année plus de 400 millions d'euros pour un accueil de piètre qualité. »

77 650 logements HLM vacants
L'AFPA dispose d'un parc de chambres destinées aux apprentis ou stagiaires en formation, notamment sous-occupées, voire vacantes. C'est le cas à Loudun, dans la Vienne, qui accueille depuis septembre des familles venues entre autres de Syrie. A Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), une centaine de places peuvent être aménagées pour 150 000 euros. Parmi les ressources SNI, un immeuble de Chevilly-Larue (Val-de-Marne) promis à la démolition sera conservé et aménagé. Dans le 12^e arrondissement de Paris, un site qui devait fermer restera finalement ouvert jusqu'en 2019.

Outre ce gisement inespéré, d'autres acteurs se mobilisent. Ainsi, Marie-Arlette Carlotti, présidente du Haut comité pour le logement des personnes défavori-



Des réfugiés soudanais en provenance de Calais dans un centre d'accueil à Loudun (Vienne), le 1^{er} septembre. EPA/EDDY LEMAISTRE

sées, propose elle, les 77 650 logements HLM vacants depuis plus de trois mois. La fédération des offices publics HLM estimait dans une étude publiée en novembre 2014 qu'environ 10 % et 20 % de son parc situé dans des zones « défendues » était inoccupé et méritait d'être démolie ; soit 9 000 à 16 000 logements par an ! C'est le cas dans l'Orne, l'Allier ou le Jura. « Ce serait stupide de ne pas utiliser ces logements », juge Jean-Paul Clément, d'autant que les loyers de ces appartements, autour de 4 euros le mètre carré mensuel, sont très accessibles.

Le défi de loger 30 000 personnes de façon durable est donc à portée de main. Reste à le faire accepter par les maires concernés. A l'heure actuelle, seuls 49 départements disposent d'une structure pour les demandeurs d'asile.

Quelques grandes villes ont réussi à s'exonérer encore d'une participation à cette mission. Nommé par Bernard Cazeneuve pour coordonner l'accueil des réfugiés, le préfet Kléber Arhoul aura pour mission de convaincre plus largement, en respectant la décision des élus, comme le ministre de l'intérieur s'y est engagé.

Les hébergements et logements déjà mobilisés par certaines municipalités volontaires constituent une autre source importante. Samedi, quelque 600 maires de tous bords politiques se sont réunis autour de Bernard Cazeneuve pour mieux comprendre leur place dans un dispositif qui reste du ressort de l'Etat et comment se partagent les rôles.

A ces offres de maires s'ajoute une mobilisation de la société civile. De nombreux élus ont ainsi

fait état d'offres d'hébergement par des particuliers. Reste que cet élan de générosité, qui peut arriver en complément d'une offre de l'Etat ou des collectivités, n'est pas toujours facile à gérer au sein d'un dispositif global de grande ampleur : « Les propositions des particuliers d'ouvrir leur maison aux migrants sont louables mais peu réalisables », juge Florent Gueguen, directeur de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars). Il faut un accompagnement social dans la durée. »

L'Etat doit être au rendez-vous
Si le gouvernement a comme urgence première de tenir sa promesse, il doit aussi répondre à la concurrence des précarités en train de naître. Le 12 septembre, le maire d'Ermenonville (Oise),

« Il ne faut pas délaisser les sans-abri et les personnes précaires au profit des réfugiés »

FLORENT GUEGUEN
directeur de la Fnars

réfugiés, surtout à l'approche de l'hiver pour lequel un nouveau plan doit être préparé dès maintenant. »

Le premier ministre, Manuel Valls, lui a répondu que les nouvelles aides aux réfugiés annoncées par le gouvernement ne se feront pas au détriment des sans-abri. « C'est un engagement que je prends : l'Etat doit être au rendez-vous, la France doit être au rendez-vous, a-t-il martelé, et c'est l'occasion pour nous d'aller plus vite sur les conditions d'hébergement et d'existence pour ceux qui ont le droit à ces conditions d'hébergement et d'existence. » Et si, en effet, la mobilisation pour les réfugiés permettait enfin de mettre à niveau la politique d'hébergement d'urgence ? ■

MARYLINE BAUMARD
ET ISABELLE REY-LEFEBVRE

Alain Petrement, a rappelé, en écho à d'autres maires, que « ce qu'on espère faire pour les migrants, on espère le faire aussi pour nos compatriotes ». « Attention à la concurrence des publics, alerte Florent Gueguen, il ne faut pas délaisser les sans-abri et les personnes précaires au profit des

Les Français sont réticents à l'idée d'accueillir des étrangers

Malgré l'émotion suscitée par leur sort, les migrants sont perçus comme des concurrents sur le marché de l'emploi et un risque pour la sécurité

Les Français restent majoritairement très réticents à l'idée d'accueillir des étrangers sur leur territoire, qu'ils soient migrants économiques ou réfugiés politiques. Le repli sur soi ainsi que la demande de sécurité et de protection sont dans notre pays des tendances lourdes et anciennes, face auxquelles le drame vécu par les centaines de milliers de personnes qui cherchent à gagner les Etats d'Europe occidentale au péril de leur vie ne pèse qu'un poids très relatif.

Une évolution assez notable s'est certes produite au cours de l'été, compte tenu de l'ampleur du phénomène et de son relais par les médias. L'émotion suscitée par les 71 migrants retrouvés morts dans un camion frigorifique au bord d'une autoroute autrichienne, le 27 août et, surtout, par la diffusion massive, le 2 septembre, de la photo du corps du petit Aylan, un enfant syrien

de 3 ans échoué sur une plage turque, a sensiblement modifié les avis recueillis dans les sondages. Selon une enquête de l'Ifop pour le site Atlantico, réalisée par Internet les 3 et 4 septembre auprès de 1 002 personnes, 49 % des Français se disaient favorables à ce que les migrants « soient répartis dans les différents pays d'Europe et à ce que la France en accueille une partie ». Soit treize points de plus que le taux de réponse à une question quasi-identique posée par le même institut entre le 25 juin et le 2 juillet.

Pas de revirement de l'opinion

Doit-on voir le verre à moitié plein ou à moitié vide ? Instruits par l'expérience de dizaines d'enquêtes qui ont mis en lumière, depuis des années, les inquiétudes et la méfiance de la population française, les responsables des instituts de sondage ne croient pas à un revirement de l'opinion.

« Au pic de l'émotion, la moitié des Français était défavorable à l'accueil des migrants »

JÉRÔME FOURQUET
IFOP

« L'émotion peut jouer, surtout à gauche [où les avis favorables à la question précitée ont progressé de vingt points]. Mais les réticences sont très fortes, et les freins extrêmement puissants », note Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop.

Selon M. Fourquet, les facteurs qui structurent le plus les avis (favorables comme défavorables) à l'accueil des étrangers sont, par

ordre d'importance : le degré de qualification présumé des migrants ; le risque – également présumé – en matière de sécurité ; puis, en dernier lieu, leur statut (migrants « économiques », réfugiés ou demandeurs d'asile). Dit autrement : avant d'envisager d'entrevoir la porte, on songe en premier lieu à la concurrence sur le marché de l'emploi (et du logement), puis au risque terroriste.

On retrouve là les données lourdes qui présentent sur une société mûrie de longue date par le chômage et en proie à une profonde crise identitaire. Mieux vaut ne pas sous-estimer la moitié vide du verre... « Au pic de l'émotion, la moitié des Français était défavorable à l'accueil des migrants », préfère donc souligner M. Fourquet.

Directeur des études politiques chez Elabe, Yves-Marie Cana a lui aussi mesuré l'évolution de l'opinion début septembre. « La publication de la photo [du petit Aylan]

et les images de l'Allemagne accueillant les migrants « à bras ouverts ont provoqué une prise de conscience... et une mauvaise conscience », explique-t-il. Deux sondages réalisés par son institut pour BFMTV – l'un juste avant la diffusion de la photo, l'autre une semaine plus tard – ont ainsi montré « une évolution spectaculaire » : 53 % des 1 001 personnes interrogées les 8 et 9 septembre se disaient favorables à ce que la France accueille « une partie de ces migrants et réfugiés sur son territoire », soit neuf points de plus que le taux de réponses positives enregistré les 1^{er} et 2 septembre.

Demande de protection

Après avoir commenté à chaud ce « basculement », M. Cann se montre prudent. « Il s'est produit une sorte de surcoup, mais cela n'efface en rien les réticences, la méfiance, les risques perçus sur le plan économique et social vis-à-vis d'une

arrivée de migrants et de réfugiés », souligne-t-il. Une prudence accrue par le revirement de l'Allemagne. La décision de ce pays de rétablir des contrôles à ses frontières avec l'Autriche, dans un contexte où l'Europe se montre incapable de coordonner l'accueil des réfugiés, pourrait engendrer « une demande accrue de protection » de la part des Français, estime M. Cann.

Les enquêtes d'opinion reflètent parallèlement des constantes. Les clichés socioprofessionnels sont toujours aussi marqués sur les questions d'immigration. « Les cadres et professions supérieures, qui vivent une mondialisation heureuse, sont nettement favorables à l'accueil des migrants, alors que les catégories populaires, notamment les ouvriers, y sont hostiles », note M. Cann, qui lie cette hostilité à un « syndrome de la concurrence victimaire ». ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON